

ECOLES EUROPEENNES

Réf. 90-D-81

Le 10 janvier 1990

RAPPORT AU CONSEIL SUPERIEUR
DES ECOLES EUROPEENNES

=====

RAPPORT DU REPRESENTANT DU CONSEIL SUPERIEUR

LE DEFI DE 1990

1989 a été une année gratifiante pour les Ecoles européennes. Même si un certain nombre de problèmes restent à résoudre en 1990, le tableau général est un succès.

Après un début difficile (et compréhensible), les nouvelles réglementations financières commencent à avoir un impact important pour un meilleur fonctionnement des Ecoles et du Bureau. Et puisque l'introduction de l'informatisation progresse comme prévu, nous assisterons à une augmentation de la transparence et de l'efficacité de cet aspect de l'administration de notre système. Il est important pour moi une fois encore de souligner la nécessité du développement ultérieur de ce secteur vital.

Le développement de la population scolaire dans nos neuf Ecoles est encore matière à anxiété et inquiétude, pour les Ecoles dont la population diminue (comme Mol) et pour celles où il y a déjà surpopulation (comme Luxembourg, Bruxelles I et II) et où il est parfois difficile même d'accueillir les élèves de droit. Après de longues et intenses discussions, et avec beaucoup de bonne volonté de la part des gouvernements locaux, il semble à présent que ces problèmes seront résolus de façon adéquate dans un futur proche.

Dans le domaine pédagogique, un élément important a été le premier véritable essai visant à évaluer notre Baccalauréat. Le précieux rapport concernant le Baccalauréat 1989 établi par Mr HART et Mme GAILLY est un premier pas important dans la bonne direction.

La gestion est un mot-clé dans le processus continu qui consiste à "améliorer encore de bonnes écoles". Et la gestion n'est pas seulement une sorte de médecine à utiliser par des gestionnaires. Une gestion moderne et de qualité est une nécessité pour tous ceux qui travaillent dans et pour les Ecoles européennes, pour le Bureau, pour les Ecoles, pour les directeurs et les enseignants et pour le personnel administratif au Bureau et dans les Ecoles. Nous devons continuer et développer nos tentatives initiales d'amélioration, et nous ne devons pas oublier que notre tâche la plus importante est de nous tenir à la disposition de ceux qui nous utilisent, les élèves et les parents.

Le rôle à attribuer aux Ecoles européennes en 1990 relève du Conseil supérieur. Il est possible de décider de limiter notre tâche au but initial, à savoir fournir une éducation aux enfants des employés des Communautés européennes. A mon avis, il serait triste de ne pas laisser d'autres bénéficier de notre riche expérience pédagogique. Le grand intérêt manifesté à l'égard de nos Ecoles ces dernières années depuis de nombreux pays dans toute l'Europe (le monde en fait !) semble indiquer que d'autres doivent avoir la chance de faire un choix dans le programme éducatif et pédagogique caractéristique des Ecoles européennes.

I. EVOLUTION DE LA POPULATION SCOLAIRE

Au 15 septembre 1989, la situation est la suivante par Ecole :

ECOLES	MATERNEL	PRIMAIRE	SECONDAIRE	TOTAL
Bruxelles I	202	1.125	1.958	3.285
Bruxelles II	139	950	1.323	2.412
Luxembourg	367	1.225	1.471	3.063
Mol	33	221	412	666
Varese	102	474	709	1.285
Karlsruhe	88	462	579	1.129
Bergen	90	311	388	789
Culham	83	289	408	780
Munich	58	314	444	816
TOTAL	1.162	5.371	7.692	14.225

Cette situation indique une progression de 396 élèves par rapport à l'année précédente, soit une augmentation de 2,9 %.

L'augmentation concerne les Ecoles de :

Bruxelles I	de 3.201 à 3.285 élèves	(+ 2,6 %)
Bruxelles II	de 2.310 à 2.412 élèves	(+ 4,4 %)
Luxembourg	de 2.937 à 3.063 élèves	(+ 4,3 %)
Varese	de 1.270 à 1.285 élèves	(+ 1,2 %)
Karlsruhe	de 1.111 à 1.129 élèves	(+ 1,6 %)
Bergen	de 734 à 789 élèves	(+ 7,5 %)
Munich	de 771 à 816 élèves	(+ 5,8 %)

Pour les Ecoles suivantes il faut constater une diminution :

Mol	de 708 à 666 élèves	(- 5,9 %)
Culham	de 787 à 780 élèves	(- 0,9 %)

En ce qui concerne l'évolution de Bruxelles II, elle s'explique par le fait que les familles des fonctionnaires qui s'installent à Bruxelles choisissent généralement le site de Woluwé qui est devenu un lieu de résidence recherché.

En même temps elle indique la nécessité de créer le plus rapidement possible une annexe à l'Ecole car elle a déjà dépassé son degré de saturation.

Pour Bruxelles I, l'évolution reste nécessairement dans les limites des capacités d'accueil de cette Ecole qui dépasse les 3.000 élèves ce qui en rend la gestion très difficile.

La croissance de Bergen se situe essentiellement au niveau des sections de langue anglaise (+ 8,3 %) et de langue néerlandaise (+ 10 %). En considération des effectifs actuels du primaire il est à prévoir une nouvelle augmentation des effectifs du secondaire à la rentrée de 1990. Cette croissance s'explique par une politique de recrutement de personnel pour le Centre de Petten. L'Ecole envisage un effectif de l'ordre de 800 élèves pour la rentrée 1990.

La diminution des effectifs à Mol s'explique par un recul dans la politique de recrutement du personnel des institutions communautaires ou nationales situées dans les environs de l'Ecole.

Les parents d'élèves ont précisé à plusieurs reprises que l'augmentation du minerval scolaire constituait un facteur important dans la diminution du nombre d'élèves, certaines familles n'hésitant pas à retirer leurs enfants de l'Ecole en raison de cette augmentation.

A Culham, l'effectif est relativement stable. La légère diminution s'explique par un arrêt de recrutement du personnel travaillant au projet JET, dont le programme scientifique devrait être reconduit jusqu'en 1996.

II. EVOLUTION DU NOMBRE D'ENSEIGNANTS DETACHES

La situation au 15 septembre 1989 se présente comme suit :

ECOLES	EN FONCTION AU 15/09/88	EN FONCTION AU 15/09/89	AUGMENT. ou DIMIN.
Luxembourg	188	192	+ 2,1 %
Bruxelles I	208	214	+ 2,9 %
Bruxelles II	146	148	+ 1,4 %
Mol	66	66	-
Varese	102	100	- 2 %
Karlsruhe	82	82	-
Bergen	66	68	+ 3 %
Munich	60	60	-
Culham	73	73	-
TOTAL	991	1.003	+ 1,2 %

A ces enseignants détachés par les Etats membres il faut ajouter les chargés de cours indispensables dans les Ecoles soit pour compléter les horaires lorsque, après la répartition des heures de cours entre les enseignants, il reste un nombre d'heures insuffisant pour justifier la création d'un poste pour un enseignant détaché, ou encore pour remplacer les enseignants titulaires à l'occasion d'absences de courte durée.

III. EVOLUTION DES ECOLES EUROPEENNES

Dans les rapports sur la rentrée scolaire au 15 septembre 1989 établis par les Directeurs, mon attention a été attirée sur les points suivants :

A **Luxembourg**, les retards intervenus dans la réalisation des projets d'extension en cours entraînent des difficultés en ce qui concerne le respect des critères d'admission des élèves.

En outre, la direction met l'accent sur la nécessité de réaliser les travaux de réparation qui s'imposent.

A **Bruxelles**, les deux Ecoles comptent un effectif global de 5.697 élèves. Ces Ecoles ont dépassé l'une comme l'autre leur capacité d'accueil. Le Conseil supérieur a décidé de la création d'une annexe à l'Ecole de Bruxelles II mais jusqu'à ce jour l'emplacement où sera construite cette annexe n'a pas encore été décidé. A Bruxelles II il a fallu diviser certains locaux, supprimer des salles de détente pour accueillir les élèves. Les bâtiments provisoires construits sur une partie des aires de sport devront disparaître l'année prochaine. La construction de l'annexe s'avère donc urgente. Peut-être faudrait-il s'orienter d'ores et déjà vers une extension de l'annexe pour les deux cycles d'enseignement, car les effectifs d'élèves sont en croissance constante.

L'Ecole de **Varese** ne dispose toujours pas des moyens financiers nécessaires à une remise en état de ses bâtiments dont certaines parties demandent des réparations urgentes qui incombent au pays hôte.

IV. REALISATIONS DU CONSEIL SUPERIEUR AU COURS DE L'ANNEE ECOULEE

Sur le plan administratif

- Le Conseil supérieur a établi une nouvelle classification des élèves en trois catégories. Cette classification règle à la fois le problème de l'admission des élèves et celui du paiement de la contribution scolaire.

- Le Conseil supérieur a pris acte des accords de financement conclus avec certains organismes intéressés par l'admission d'enfants de leurs agents dans les Ecoles européennes. Sept organisations ont accepté un paiement de la contribution scolaire équivalent à 100 % des frais réels. Il en résulte un doublement des recettes de 1990 par rapport à l'exercice précédent (2.140.000 ECU).

Les négociations avec l'OTAN s'avèrent difficiles. Une proposition concernant l'admission des enfants des agents de cette organisation suivant une formule de financement particulière fera l'objet d'une discussion par le Conseil supérieur au cours de la présente réunion.

- Le Conseil supérieur a décidé de confier au contrôleur interne pour une durée de deux ans le rôle de contrôleur financier. Le Conseil sera appelé à se prononcer à l'issue de cette période sur le fait de savoir s'il ne conviendrait pas de séparer les deux fonctions que certaines délégations jugent incompatibles.

- Le projet informatique approuvé par le Conseil supérieur a démarré. La structure du projet COBEE (comptabilité et budget des Ecoles européennes) est en place au Bureau du Représentant depuis le début du mois de décembre 1989. Le Conseil supérieur sera informé du développement de la phase I et des progrès qu'elle entraîne.

- Le Statut du personnel enseignant a été adapté aux décisions prises en ce qui concerne le détachement des enseignants.

Dorénavant, le détachement se fera pour une **période probatoire de deux ans**, suivie d'une période de **trois** ans qui pourra être suivie d'une autre période de **quatre** ans. La durée totale du détachement ne devrait en conséquence pas excéder **neuf** ans. Ces dispositions doivent être appliquées par tous les Etats membres.

- A l'issue de plusieurs réunions, le Conseil supérieur n'a malheureusement pas pu élaborer un accord avec la République Fédérale d'Allemagne concernant les Ecoles européennes de Karlsruhe et de Munich. En effet, cet accord n'a pas pu être signé parce qu'il contient une clause de réciprocité en ce qui concerne l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée.

L'Italie n'est pas en mesure actuellement d'accorder cette exonération pour l'Ecole européenne de Varese mais a promis que des efforts seront faits au plan politique interne pour que Varese soit exonérée de la T.V.A. ce qui lèverait

également l'obstacle à la signature d'un accord avec l'Allemagne.

Sur le plan pédagogique

- Le Conseil supérieur a approuvé une nouvelle réglementation sur le passage de classe. Celle-ci est destinée à remplacer les dispositions actuelles variables selon les classes par un système uniforme adapté à tout le cycle secondaire avec des paramètres particuliers appelés "indices de promotion" dont la valeur dépend de la matière et du degré d'insuffisance des notes. Ces nouvelles dispositions ont un caractère provisoire et devront être revues à la fin de l'année scolaire 1991/1992.
- Le Conseil supérieur a modifié les dispositions d'application au Règlement du Baccalauréat européen sur les deux points suivants :
 - * un élève qui suit un cours d'approfondissement en mathématique n'est **plus** tenu de subir une épreuve orale sur ce cours.
 - * les cinq épreuves écrites seront toutes affectées du coefficient 1.

Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur pour la session du Baccalauréat de juin 1991.

CONCLUSION

Après l'achèvement d'une année réussie, il est important de remercier chaudement tous ceux qui travaillent pour les Ecoles européennes.

Tout d'abord, j'adresserai des remerciements particuliers à tous mes collègues du Bureau. Ils ont encore excellé dans leur travail quotidien favorisant le fonctionnement régulier des Ecoles, du Conseil supérieur et de tous les Comités. Notre groupe de gestion commence à fonctionner et à contribuer à améliorer l'efficacité de notre travail. Je remercie donc beaucoup les membres du groupe, Mr PYNCK, Mr CHARLIER, Mr VYVERMAN, Mr MATTELET et Mme GUILLICK.

Cette année encore, le représentant a eu la chance d'être en contact avec de nombreuses personnes impliquées dans le monde des Ecoles européennes. Je les remercie toutes de leur dévouement.

Je remercie également les délégations qui ont prêté leur appui de façon extrêmement positive; les membres des Comités préparatoires qui se sont peut-être surpassés eux-mêmes cette dernière année dans la recherche des solutions à apporter à un grand nombre de problèmes de nature pédagogique, administrative et financière; les enseignants qui ont fourni un apport constructif à tous les Comités; les parents qui se sont impliqués de façon très active; et tous les élèves qui, au sein du COSUP fournissent des contributions très précieuses.

Un grand travail nécessaire et précieux est fourni quotidiennement dans de nombreux comités des Ecoles individuelles et en particulier dans les Conseils d'administration où de nombreux problèmes, grands et petits sont affrontés par les Ecoles, discutés et résolus. Ici les directeurs jouent un rôle important. Ils accomplissent leur travail exigeant de façon excellente et je suis heureux de pouvoir confirmer que nos quatre nouveaux directeurs se sont tous très bien installés. Ensemble nous avons progressé dans nos activités de gestion et nous continuerons dans l'année qui vient. Je remercie chaudement les directeurs pour leur excellente collaboration.

La bonne volonté collective et le dur travail accompli par tous nous permettront, je pense, d'affronter le défi de 1990 avec confiance.

Jørgen Olsen